

International

L'ÉTHIOPIE NUCLÉAIRE : AUX SOURCES D'UNE RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE

Manon De Wever

11/12/2025

Après l'inauguration début septembre 2025 du Grand barrage de la Renaissance (GERD) en Éthiopie, le Premier ministre Abiy Ahmed annonçait le choix du nucléaire civil dans le mix énergétique d'Addis Abeba. Manon De Wever, étudiante en relations internationales, analyse les raisons de cette stratégie énergétique, ainsi que ses implications et conséquences régionales et internationales.

L'Éthiopie, l'un des pays les plus peuplés d'Afrique avec plus de 120 millions d'habitants, s'affirme depuis une décennie comme un acteur géopolitique incontournable dans la Corne de l'Afrique. Portée par une croissance soutenue jusqu'au milieu des années 2010, par son rôle diplomatique au sein de l'Union africaine et par l'ampleur de ses projets d'infrastructures, elle cherche à consolider son statut de puissance régionale¹. Dans ce cadre, la question de l'énergie occupe une place stratégique centrale.

L'Éthiopie a longtemps fondée ses stratégies sur l'hydroélectricité, notamment avec la construction du Grand barrage de la Renaissance (GERD), qui se heurte désormais aux limites structurelles de ce modèle : variabilité climatique, instabilité politique interne, tensions régionales avec l'Égypte et le Soudan. C'est dans ce contexte que s'inscrit la volonté d'Addis-Abeba de développer un programme nucléaire civil, présenté à la fois comme une réponse aux défis énergétiques et comme un instrument d'affirmation souveraine. Le processeur encore embryonnaire, mais soutenu diplomatiquement par la Russie via l'entreprise publique russe Rosatom, révèle une recomposition des alliances et met en lumière les nouvelles géopolitiques énergétiques du continent. Le choix du nucléaire ne relève pas uniquement d'une logique technique, mais d'un positionnement international, un symbole de modernité et un levier d'influence.

L'émergence d'une stratégie nucléaire dans un contexte

hydroélectrique triomphant

L'année 2025 marque un tournant décisif dans la politique énergétique éthiopienne. Le 9 septembre 2025, Addis-Abeba a **inauguré** le Grand barrage de la Renaissance, une infrastructure colossale de 5150 mégawatts qui hisse le pays au rang de première puissance hydroélectrique du continent africain. Cette réalisation, financée sur fonds propres à hauteur de quatre milliards de dollars après quatorze années de travaux, témoigne de la **détermination éthiopienne** à s'affranchir de la précarité énergétique qui caractérise encore son territoire. Pourtant, à peine quelques jours après cette inauguration célébrée comme « la plus grande réussite de l'histoire des personnes noires » par Abiy Ahmed, le Premier ministre éthiopien, le gouvernement annonçait une orientation stratégique inattendue : **l'intégration de l'énergie nucléaire** dans son mix énergétique national.

Cette apparente contradiction révèle en réalité une vision pragmatique du défi énergétique éthiopien. Malgré l'achèvement du GERD, près de **60 millions d'Éthiopiens demeurent privés d'accès à l'électricité**, selon les estimations de la Banque mondiale. Plus fondamentalement, la dépendance quasi exclusive à l'hydroélectricité **expose le pays aux aléas climatiques**, fragilisant sa sécurité énergétique dans un contexte de dérèglements environnementaux croissants. La diversification s'impose donc comme une nécessité plutôt que comme un luxe, et le nucléaire apparaît désormais comme le complément indispensable d'une stratégie énergétique ambitieuse.

Le 26 septembre 2025, lors de la World Atomic Week organisée à Moscou, l'Éthiopie et la Russie ont formalisé leur coopération par la **signature d'un plan d'action** entre Rosatom et Ethiopian Electric Power. Ce document, paraphé en présence du président Vladimir Poutine et du Premier ministre Abiy Ahmed, établit une feuille de route technique et économique pour la **construction d'une centrale nucléaire** utilisant la technologie éprouvée du réacteur VVER-1200. Cette technologie de troisième génération, développée par l'industrie russe, représente une avancée significative en termes de sûreté et d'efficacité énergétique. L'accord prévoit non seulement la réalisation d'études de faisabilité approfondies, mais également un volet substantiel consacré à la formation du personnel éthiopien et au développement d'une infrastructure nucléaire nationale pérenne.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

L'architecture institutionnelle d'une ambition nucléaire africaine

La concrétisation de l'ambition nucléaire éthiopienne repose sur un édifice institutionnel méthodiquement élaboré. Le 14 octobre 2025, le Conseil des ministres a approuvé à l'unanimité la création de la **Commission éthiopienne de l'énergie nucléaire**, organisme régulateur chargé de coordonner l'utilisation pacifique de la technologie nucléaire conformément aux normes internationales. Cette décision, loin d'être anodine, inscrit l'Éthiopie dans le cercle restreint des nations africaines dotées d'une gouvernance nucléaire structurée. La **nomination de Sandokan Debebe**, ancien directeur de cabinet du Premier ministre, à la tête de cette commission témoigne de l'importance politique accordée à ce dossier stratégique.

La mission confiée à cette commission dépasse largement le cadre de la production électrique. Elle englobe le développement industriel, la sécurité alimentaire, la santé publique et la recherche scientifique. Cette approche holistique révèle une compréhension fine des retombées multisectorielles de la technologie nucléaire. Dans le domaine agricole notamment, les **autorités éthiopiennes** envisagent d'exploiter les applications nucléaires pour améliorer la conservation des denrées alimentaires et optimiser la fertilité des sols, perspectives évoquées par le ministre de l'Agriculture lors d'échanges avec des partenaires pour un pays confronté à des défis alimentaires récurrents et dont le secteur primaire demeure un pilier économique fondamental.

L'insertion de l'Éthiopie dans la dynamique nucléaire africaine s'inscrit dans un mouvement continental plus vaste. L'**Égypte** poursuit la construction de quatre réacteurs à El-Dabaa avec Rosatom, dont la mise en service est attendue en 2028. Le **Niger**, riche de ses réserves uranifères, a manifesté son intention d'édifier deux réacteurs de 2000 mégawatts chacun. L'**Afrique du Sud** explore les petits réacteurs modulaires en partenariat avec NuScale Power, tandis que le Rwanda et l'Ouganda affichent des ambitions similaires. Cette effervescence témoigne d'une prise de conscience généralisée : l'Afrique ne peut plus se satisfaire d'une position périphérique dans le paysage énergétique mondial. Le continent, qui abrite 17% de la population planétaire mais ne produit que 3% de l'électricité mondiale, doit impérativement mobiliser toutes les sources disponibles pour combler son déficit énergétique abyssal.

Les enjeux géopolitiques et les défis d'une transition énergétique souveraine

L'orientation nucléaire de l'Éthiopie revêt une dimension géopolitique considérable qui transcende les simples considérations techniques. Le partenariat avec Rosatom consolide l'axe russo-

éthiopien dans un contexte international marqué par la recomposition des alliances et la rivalité sino-américaine pour l'influence en Afrique. L'entrée de l'Éthiopie dans le cercle des BRICS, évoquée dans les discours officiels, s'accompagne d'une diversification des partenariats qui émancipe progressivement Addis-Abeba de la tutelle occidentale traditionnelle. Cette réorientation diplomatique ne se limite pas au domaine énergétique : elle s'inscrit dans une stratégie plus globale de souveraineté nationale et de développement autocentré, illustrée par le financement endogène du GERD malgré les réticences des bailleurs internationaux.

Toutefois, cette ambition nucléaire soulève des interrogations légitimes quant aux capacités de financement et d'absorption technologique du pays. Le coût estimé d'une centrale nucléaire équipée de réacteurs VVER-1200 se chiffre en milliards de dollars, somme considérable pour une économie éthiopienne fragilisée par les conflits internes et les déséquilibres macroéconomiques. La démission récente du gouverneur de la Banque nationale d'Éthiopie, en pleine réforme soutenue par le FMI, témoigne des fragilités structurelles qui pourraient compromettre la viabilité financière du projet. La question du transfert de compétences constitue un autre défi majeur : la formation d'un personnel scientifique et technique qualifié nécessite des années d'investissement dans l'enseignement supérieur et la recherche, domaines où l'Éthiopie accuse encore d'importants retards.

Les préoccupations sécuritaires méritent également une attention particulière. L'exploitation d'installations nucléaires requiert une stabilité politique et institutionnelle que l'Éthiopie peine à garantir dans plusieurs régions du pays, théâtres de conflits armés persistants. La gestion des déchets radioactifs, la prévention des accidents et la protection contre les risques terroristes exigent des infrastructures, des protocoles et des moyens de surveillance dont le pays ne dispose pas actuellement. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui a réaffirmé son engagement à accompagner les programmes nucléaires africains, devra jouer un rôle crucial de supervision et de certification pour garantir le respect des normes internationales de sûreté.

Conclusion

L'année 2025 restera dans les annales comme celle où l'Éthiopie a franchi un seuil symbolique dans sa quête de souveraineté énergétique. En l'espace de quelques semaines, le pays a inauguré le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique et amorcé son entrée dans l'ère nucléaire, dessinant les contours d'une stratégie énergétique résolument ambitieuse. Cette double révolution témoigne d'une maturité politique nouvelle : celle d'une nation qui refuse de choisir entre tradition et modernité, entre prudence et audace, entre héritage hydroélectrique et diversification technologique. Le projet nucléaire éthiopien cristallise néanmoins toutes les contradictions du

développement africain contemporain. Il révèle la tension permanente entre l'urgence du rattrapage économique et les impératifs de prudence qu'impose la maîtrise d'une technologie exigeante. Il illustre également la recomposition géopolitique du continent, où les pays africains négocient désormais directement avec les grandes puissances technologiques, s'affranchissant progressivement des conditionnalités occidentales qui ont longtemps entravé leur autonomie stratégique. Le partenariat avec la Russie, loin d'être anecdotique, participe d'un réalignement diplomatique qui redéfinit les rapports de force internationaux.

L'histoire s'écrit en ce moment même dans les bureaux d'Addis-Abeba et les salles de réunion de Rosatom. Elle dira si 2025 fut l'année d'un tournant réussi ou celle d'un mirage dispendieux. Mais quoi qu'il advienne, cette séquence aura révélé une vérité indéniable : l'Afrique ne veut plus être spectatrice de sa propre destinée énergétique.

1. Christopher Clapham, *The Horn of Africa. State Formation and Decay*, Londres, Hurst & Co, 2017.